

Communiqué de presse

**17 octobre :
le gouvernement doit entendre la colère,
protéger les services publics et ne pas instrumentaliser les violences !**

Réunissant plus de 800 000 manifestant.e.s dans toute la France, la mobilisation du 17 octobre a démontré l'immensité de la colère de la jeunesse, des travailleuses et des travailleurs. Face à la dégradation des conditions d'études, au dérèglement climatique, à l'inflation, à la stagnation des salaires et à un avenir qui s'assombrit pour les plus jeunes, les manifestations et les rassemblements et massifs ont démontré une aspiration à plus d'égalité, de solidarité, de justice sociale et climatique.

Cette journée a été également marquée par des violences. Celle du gouvernement, qui a décidé d'amalgamer tout mouvement social à des violences urbaines et de traiter comme telles les manifestations et les rassemblements, notamment syndicaux. La FSU Territoriale apporte tout son soutien aux manifestant.e.s et syndicalistes blessé.e.s lors de ces violences. Elle dénonce cette dangereuse stratégie de la tension qui vise à discréditer les revendications légitimes des jeunes, des travailleuses et travailleurs et des retraité.e.s, qui paient tous les jours le prix de 10 ans de politiques libérales au service des plus riches.

Dans le même temps, les forces de l'ordre ont été incapables d'assurer la sécurité des biens et des personnes en marge des manifestations, avec pour conséquence des dégradations d'ampleur. La FSU Territoriale tient à apporter son soutien aux collègues qui ont vu leurs lieux de travail être pris pour cible, comme à Paris, Marseille, Limoges – où l'hôtel de ville a été entièrement détruit par un incendie - Bordeaux ou à Lyon. La violence envers les services publics – que nous condamnons fermement - est aussi la conséquence des politiques antisociales menées par les gouvernements successifs depuis trop longtemps. À force d'affaiblir les services publics, de creuser les inégalités et de laisser une partie croissante de la population dans la précarité, c'est le lien social lui-même qui se dégrade. Une part de plus en plus importante de la population, laissée sur le carreau, se sent ainsi exclue de la promesse républicaine et se réfugie dans la violence.

Cette situation inacceptable doit cesser. Après dix années de politiques libérales ayant fragilisé les services publics, comprimé les salaires et accru les inégalités, il est plus que jamais urgent que le gouvernement sorte du déni, entende les revendications légitimes qui se sont exprimées le 17 octobre et cesse d'instrumentaliser les violences pour poursuivre ses politiques d'austérité délétère et sa stratégie du pourrissement.

Afin de faire entendre raison au gouvernement, la FSU Territoriale appelle l'ensemble des salarié·es, des agentes et des agents publics à se mobiliser à nouveau massivement le 5 novembre prochain, pour les salaires, les services publics et les moyens nécessaires aux communes, aux départements et aux régions afin de répondre aux besoins de la population.

